

Consultation publique

Mise à jour de la modélisation ascendante d'un réseau
de boucle locale optique mutualisée pour la
tarification du dégroupage

Réponse à la consultation publique du 10 avril 2020

Synthèse

La fixation de l'encadrement tarifaire des tarifs du dégroupage postérieurement à 2020 est un sujet majeur pour Bouygues Telecom notamment dans le cadre de la transition du cuivre vers la fibre, et l'extinction progressive à venir de la boucle locale cuivre.

Dans ce contexte, Bouygues Telecom se félicite que l'Arcep suive la recommandation n° 2013/466/UE de la Commission européenne et se soit doté d'un outil permettant d'avoir un référentiel supplémentaire au modèle de comptabilité réglementaire descendante d'Orange pour la tarification du dégroupage.

Bouygues Telecom rappelle que le plus important et l'objectif même de la recommandation est de stabiliser le prix du cuivre au niveau actuel, autour de 9,40€/mois, de façon à donner de la visibilité à l'ensemble des opérateurs alternatifs et sécuriser leurs investissements dans le FttH. En effet, toutes hausses des tarifs du cuivre auraient pour conséquences de réduire les capacités d'investissements des opérateurs alternatifs dans le FttH, ainsi que dans la migration du cuivre vers la fibre, tout en augmentant de manière indue celles d'Orange qu'il tirera de sa possession monopolistique d'une infrastructure essentielle.

Les opérateurs investissent massivement pour accélérer leur couverture FttH, et donc leur présence sur l'infrastructure cuivre. Dès lors qu'ils sont présents en FttH, ils arrêtent de commercialiser leurs offres sur la boucle locale cuivre afin d'acquérir leurs clients sur fibre afin de remplir cette infrastructure pour rentabiliser leurs investissements.

La modélisation de l'Arcep du modèle ascendant de la boucle locale optique mutualisée revêt un caractère essentiel dans la tarification à venir de la boucle locale cuivre, en ce qu'il servira à l'Arcep, en complément du modèle de compatibilité réglementaire de la boucle locale cuivre, à fixer le tarif du dégroupage pour les années à venir, en servant notamment de cible à ne pas dépasser pour le long terme.

Ainsi, entre le modèle de coût réglementaire de la boucle locale cuivre d'Orange, et le modèle ascendant des coûts d'un réseau de boucle locale optique mutualisée, l'Arcep dispose dès lors de tous les leviers nécessaires afin d'assurer la prévisibilité et la stabilité par rapport aux tarifs actuels, de l'ordre de 9,40€/mois, nécessaire aux opérateurs, et plus globalement au marché, dans cette phase de transition du cuivre vers la fibre.

Pour ce faire, Bouygues Telecom préconise notamment de ne retenir que les coûts de la zone privée (ZTD et ZMD privée) comme référence comparable au tarif d'accès à la boucle locale cuivre, de ne pas prendre en compte les coûts du raccordement client final, qui ne sont pas pris en compte dans le tarif du dégroupage et de ne pas introduire de prime de risque supplémentaire à celle déjà présente dans le taux de rémunération du capital.

Sur la modélisation en elle-même, Bouygues Telecom estime que certains paramètres techniques et économiques devraient être revus par l'Arcep, ce qui est détaillé dans la suite de cette réponse. En particulier, l'opérateur modélisé devant être un opérateur de gros « efficace » et « hypothétique » déployant un réseau en situation de monopole sur l'ensemble du territoire, il convient de bien le prendre en compte. Dans ces conditions, le modèle doit chercher à optimiser le coût du réseau.

1 Les grands principes de la modélisation élaborée par l'Arcep

Question 1 – Avez-vous des commentaires au sujet des caractéristiques générales retenues par l'Autorité pour définir le type de réseau modélisé ?

Bouygues Telecom considère que les grands principes retenus par l'Autorité sont, dans l'ensemble, pertinents et cohérents avec les objectifs poursuivis consistant à estimer « *le coût courant qu'un opérateur efficace hypothétique encourrait pour construire un réseau moderne efficace, c'est-à-dire un réseau NGA* ».

Le modèle développé par l'Arcep est donc un modèle d'un opérateur hypothétique efficace, seul déployeur en monopole, sur l'ensemble du territoire, et dont la construction et le remplissage sont instantanés. La notion d'opérateurs commerciaux ne doit ainsi pas être prise en compte, tout comme c'est le cas sur le dégroupage.

Bouygues Telecom partage l'objectif de l'Arcep que le déploiement se fasse conformément au cadre réglementaire en vigueur, et en particulier qu'en zones moins dense NRO et PRDM soient confondus dès lors qu'il y a au moins 1000 lignes, et que la taille des PM respectent les décisions de l'Arcep, à savoir au moins 300 lignes.

Dans les faits, Bouygues Telecom estime qu'il est nécessaire et pertinent d'optimiser le nombre de NRO et donc de maximiser leur taille, tout en respectant dans leur zone arrière les contraintes de bilan de liaison optique. Or, par rapport à la version précédente du Modèle, Bouygues Telecom constate que le nombre de NRO a fortement augmenté, notamment sur la ZMD RIP, alors que via les données dont elle dispose, Bouygues Telecom constate que le nombre de NRO cible sera bien de l'ordre de 7500 NRO pour un nombre de ligne cible de près de 40 millions. Dans le détail, nous avons en visibilité la répartition suivante sur le volume de NRO :

- ZTD : 234 NRO pour 7,6 millions de locaux
- ZMD AMII : 2146 pour 15,3 millions de locaux
- ZMD RIP et AMEL : 4787 pour 17 millions de locaux

La différence entre la vision de Bouygues Telecom, sur la base des données des opérateurs d'infrastructures se fait donc sur la ZMD RIP et AMEL ou le Modèle Arcep conduit à plus de 1500 NRO supplémentaires.

Bouygues Telecom estime donc nécessaire de revoir la modélisation des NRO sur la ZMD RIP et AMEL.

S'agissant de la prise en compte du génie civil dans les coûts de déploiement, Bouygues Telecom partage la volonté de l'Arcep que le réseau modélisé prenne en compte la réutilisation des infrastructures existantes, et le cas échéant, mais uniquement si cela est économiquement plus avantageux, le recours à des infrastructures tiers ou à de la construction de génie civil ou autres infrastructures.

Question 2 – Avez-vous des commentaires au sujet du choix fait par l'Autorité pour le périmètre du réseau modélisé ?

Bouygues Telecom est en phase avec le périmètre général retenu par l'Autorité (segment NRO-PBO).

Concernant la prise en compte des coupleurs, Bouygues Telecom rappelle que si le modèle développé retient bien une architecture technique point multipoints, des coupleurs optiques devront être déployés dans le réseau afin d'être opérables.

Toutefois, seule l'installation de coupleurs nécessaires au fonctionnement d'un réseau en monopole est nécessaire. Ainsi, le choix des coupleurs doit être fait en lien avec le dimensionnement du nombre

de fibre de transport (NRO-PM), que Bouygues Telecom estime sur dimensionné compte tenu des caractéristiques du modèle.

Bouygues Telecom rappelle ainsi que la configuration de couplage devrait être la suivante :

- En PMi et PMe100 : taux de couplage de 1:64 (pour les PMi coupleurs 1:8 sur l'horizontal et coupleurs 1:8 au PM, pour les PMe100 1:64 au PM)
 - Etant donné qu'il peut être complexe de modéliser des taux de couplage sur l'horizontal, un taux de couplage de 1:64 au niveau du PM peut être utilisé pour les PMi
- En PMe300 : taux de couplage de 1:32 (uniquement au PM) à la cible (actuellement de 1:64)

Pour plus de détails, Bouygues Telecom renvoi à sa réponse à la question 8.

Concernant la prise en compte ou non du raccordement final, Bouygues Telecom renvoie aux remarques formulées aux questions 23 et 24.

Question 3 – Avez-vous des commentaires sur les approches de simplification retenues par l'Autorité ?

L'objectif étant de pouvoir utiliser les résultats du réseau modélisé de façon pertinente dans le cadre de la tarification du dégroupage, Bouygues Telecom estime cohérent de s'appuyer sur la topologie du réseau de cuivre (réutilisation des NRA, le placement des PBO, etc.). En outre, la réutilisation des infrastructures de génie civil existantes renforce la pertinence à s'appuyer sur les NRA d'Orange.

Sur le sujet de la reconstruction du génie civil lorsque celui d'Orange n'est pas disponible ou lorsque l'information n'est pas disponible, Bouygues Telecom estime que les opérateurs vont utiliser d'autres support de génie civil (cf. directive de la commission européenne) avant de devoir reconstruire du génie civil. Bouygues Telecom estime donc que le modèle devrait prendre en compte l'ensemble des supports mobilisables par les opérateurs dans le cadre de leur déploiement avant de faire reconstruire du génie civil.

Par ailleurs, Bouygues Telecom rappelle qu'il y a une différence entre reconstruction du génie civil car aucun n'existe et reconstruction du génie civil d'Orange endommagé. Dans le second cas, et comme détaillé en réponse à la question 9, aucun coût de reconstruction ne devrait être pris en compte dans le modèle de l'Autorité étant donné que ces coûts sont inclus dans l'annuité de génie civil que l'Arcep prend par ailleurs en compte dans le modèle (cf. réponse à la question 17).

2 Le fonctionnement du modèle

Compte tenu de la complexité pour appréhender et faire tourner le modèle, Bouygues Telecom va poursuivre ses travaux et transmettre, le cas échéant, des informations complémentaires *a posteriori* de cette consultation publique.

Question 4 – Les principes de modélisation de la sélection des NRO vous paraissent-ils pertinents ? En particulier, en tenant compte le cas échéant du tableau de sensibilités présenté ci-dessus, quelle vous semble être la bonne valeur à retenir pour la distance maximale entre NRA regroupé et NRO utilisée dans cet algorithme ?

Bouygues Telecom estime pertinent de réutiliser les infrastructures d'Orange mais n'est pas en mesure de se prononcer sur les ordres de grandeurs proposés par l'Arcep.

En particulier, Bouygues Telecom constate que le nombre total de NRO, pour chaque sensibilité de distance, a fortement augmenté par rapport aux analyses de sensibilités présentées par l'Arcep en avril 2017, notamment porté par la ZMD, privé et publique.

En lien, Bouygues Telecom constate que le nombre total de NRO résultant du modèle a également augmenté. Comme indiqué précédemment, il convient de s'assurer que les NRO sont optimalement choisis pour en minimiser le nombre, et ainsi maximiser leur taille, tout en respectant les contraintes de bilan de liaison optique. Il ne doit pas ici être pris en compte les éventuelles difficultés rencontrées par les uns ou les autres pour réutiliser les infrastructures existantes. Sur cet élément de réseau, comme sur les autres, le principe de base doit être la réutilisation des infrastructures existantes.

Or, sur la ZMD RIP et AMEL, comme évoqué en réponse à la question 1, Bouygues Telecom constate que le nombre de NRO a fortement augmenté alors que via les données dont elle dispose, Bouygues Telecom constate que le nombre de NRO cible sera bien de l'ordre de 4800 NRO pour un nombre de lignes cible de près de 17 millions contre de l'ordre de 6500 NRO pour 16,2 millions de lignes. Dans le détail, nous avons en visibilité la répartition suivante sur le volume de NRO :

- ZTD : 234 NRO pour 7,6 millions de locaux
- ZMD AMII : 2146 pour 15,3 millions de locaux
- ZMD RIP et AMEL : 4787 pour 17 millions de locaux

La différence entre la vision de Bouygues Telecom, sur la base des données des opérateurs d'infrastructures se fait donc sur la ZMD RIP et AMEL ou le Modèle Arcep conduit à plus de 1500 NRO supplémentaires.

Question 5 – Les principes de modélisation retenus pour le tracé du réseau vous paraissent-ils pertinents ? Sinon, quelles solutions alternatives proposez-vous ?

Bouygues Telecom partage le principe de base de modélisation du tracé du réseau qui est de réutiliser le réseau de génie civil d'Orange.

A ce titre, Bouygues Telecom partage l'évolution de modélisation proposée par l'Arcep en passant d'une solution dégradée de « coloriage » à une utilisation du tracé réel des réseaux de génie civil.

Le cas échéant, mais uniquement si cela est économiquement plus avantageux, le recours à des infrastructures tiers ou à de la construction de génie civil devra être pris en compte.

Question 6 – Estimez-vous que la demande cible doit prendre en compte l'intégralité des accès fixes (résidentiels, pro, entreprises) ? Quelle est selon vous la bonne manière de calculer cette demande cible par zone ? La modélisation de l'algorithme d'ajustement de la demande « réseau » à cette demande cible vous paraît-elle pertinente ? Sinon, quelle solution alternative proposez-vous ?

Bouygues Telecom partage les données de demande cible mise en avant par l'Arcep dans son projet de consultation, mais il convient de les nuancer compte tenu des locaux raccordables à la demande, ou plus coûteux que les opérateurs ne vont pas initialement déployer.

Ainsi, concernant le traitement de l'incrément entre le nombre de lignes principales du réseau cuivre d'Orange et cette demande, il convient de prendre en compte, d'une part, le fait que réseau cuivre se vidant, l'écart prend en compte le fait qu'une partie des clients ont migrés vers la fibre, qu'il ne faut donc pas combler, et, d'autre part, qu'il y aura un écart, à ne pas combler non plus, entre la demande cible, et le nombre de locaux in fine raccorder compte tenu des locaux raccordables à la demande ou plus coûteux.

Question 7 – Ce principe de modélisation du placement des PM vous paraît-il pertinent ? Quelle valeur retiendriez-vous pour le plafond imposé à la médiane des distances PM-PBO au niveau de chaque PM ? Les contributeurs sont invités à répondre en précisant les nombres de PM par NRO et les nombres de lignes par PM qu'ils jugent pertinents.

Bouygues Telecom n'a pas de remarque à formuler sur le passage d'un calcul sur la base de la moyenne au lieu de précédemment la moyenne.

Concernant la valeur maximale, il convient de bien s'assurer que de manière globale, du NRO jusqu'au client final, cette valeur est compatible avec celles de bilans de liaison optique.

Question 9 – Le calcul du nombre de fibres optiques portées en distribution et en transport par arête vous paraît-il pertinent ? Quelles valeurs retiendriez-vous pour les paramètres utilisés ?

Comme elle l'avait formulée dans sa réponse à la consultation de 2017, Bouygues Telecom estime que la question du dimensionnement du nombre de fibres en distribution et en transport devrait s'analyser au regard des caractéristiques du modèle et par conséquent des niveaux de couplages utilisés selon les tronçons étudiés (transport ou distribution) et la zone concernée.

En effet, l'opérateur modélisé est un opérateur de gros « efficace » et « hypothétique » déployant un réseau en situation de monopole sur l'ensemble du territoire. Dans ces conditions, le modèle cherche à optimiser le coût du réseau. L'architecture technique retenue étant du point multi-points, la notion de taux de couplage doit être proprement modélisée.

En l'état, Bouygues Telecom estime que le nombre de fibres de transport (NRO-PM) retenus est largement surévalué pour répondre aux besoins d'un seul opérateur. En effet, le couplage en PMi et PMe100 est généralement de 1:64, et de 1 :32 en PMe300 (ZTD PBD et ZMD).

Ainsi, en PMi, un immeuble de 36 locaux (taille moyenne des immeubles en ZTD) ne nécessite que deux fibres en transport (un module de 6 pouvant ainsi desservir plusieurs immeubles), contre 4 d'après les valeurs retenues par l'Autorité pour les PMI.

Dans le cas d'un PM100 raccordant 110 locaux, 11 fibres seraient nécessaires d'après les valeurs retenues par l'Autorité, contre seulement 2 avec un taux de couplage à 64 (idem, un module de 6 pouvant desservir plusieurs PMe100).

Il en est de même pour les PM300 raccordant 330 locaux, ou 11 fibres seraient nécessaires (soit un module de 12), contre plus de 30 dans le modèle (sachant que les éventuels besoins entreprises en point à point NRO-PTO ne sont pas pris en compte dans le modèle développé par l'Arcep).

La prise en compte de taux de couplage est donc particulièrement significative le dimensionnement des câbles et dans la modélisation du réseau.

Bouygues Telecom recommande ainsi que le nombre de fibres de transport soit dimensionné pour les besoins d'un seul opérateur utilisant un taux de couplage de 1:64, et ainsi revue à la baisse par rapport aux propositions faites par l'Arcep.

Question 9 – Les principes de définition des types de génie civil utilisés vous paraissent-ils pertinents ? Quelles valeurs des paramètres de reconstruction utilisés l’Autorité devrait-elle selon vous employer ? Appliquez-vous des règles systématiques déterminant le type de génie civil utilisé lors d’une reconstruction, qui pourraient être utilisées dans une telle modélisation (par exemple, existe-t-il un nombre de lignes à partir duquel la reconstruction devrait systématiquement être effectuée en souterrain, ou encore, le transport, est-il systématiquement reconstruit en souterrain) ?

Comme évoqué précédemment, Bouygues Telecom partage le principe de base de modélisation du tracé du réseau qui est de réutiliser le réseau de génie civil d’Orange. Le cas échéant, mais uniquement si cela est économiquement plus avantageux, le recours à des infrastructures tiers ou à de la construction de génie civil devra être pris en compte.

A ce titre, Bouygues Telecom partage l’évolution de modélisation proposée par l’Arcep en passant d’une solution dégradée de « coloriage » à une utilisation du tracé réel des réseaux de génie civil.

Par ailleurs, Bouygues Telecom rappelle qu’il y a une différence entre reconstruction du génie civil car aucun n’existe et reconstruction du génie civil d’Orange endommagé. Dans le second cas, aucun coût spécifique de reconstruction ne devrait être pris en compte dans le modèle de l’Autorité étant donné que ces coûts sont inclus dans l’annuité de génie civil que l’Arcep prend par ailleurs en compte dans le modèle (cf. réponse à la question 17). Cela reviendrait ainsi à comptabiliser deux fois ces coûts.

Bouygues Telecom accueille donc favorablement la modélisation retenue par l’Arcep de ne prendre en compte, pour l’encadrement tarifaire du dégroupage sur la période 2018-2020, aucun cas de reconstruction dans les coûts, étant donné que ceux-ci sont refacturés par Orange.

Question 10 – Les principes de modélisation des câbles vous paraissent-ils pertinents ? Quelles valeurs l’Autorité devrait-elle selon vous utiliser pour les différents paramètres mentionnés ?

Bouygues Telecom réitère le commentaire fait lors de la consultation publique de 2017.

Bouygues Telecom considère que la marge de manœuvre opérationnelle de 10 % retenue par l’Autorité lors des déploiements est largement surestimée. En l’état, cela reviendrait à posséder un love de 200 mètres pour un câble de 2 km, ce qui paraît complètement déraisonnable.

Dans la pratique, Bouygues Telecom constate que cette marge de manœuvre est généralement de l’ordre de 3 à 5 % en ZTD.

Seuls les cas de déploiement en égout peuvent justifier de longueurs de loves significativement plus longues que sur le reste de la ZTD. En tout état de cause, ces loves n’excèdent pas les 100 mètres pour les plus grandes longueurs en égout.

Question 11 – Avez-vous des commentaires sur les principes de modélisation présentés ? En particulier, les valeurs des paramètres vous semblent-elles pertinentes (nombre de lignes par PM, nombre de boîtiers par PBO, distance inter-boîtiers) ?

Bouygues Telecom estime que les valeurs proposées paraissent cohérentes.

Question 12 – Avez-vous des commentaires sur la modélisation proposée ainsi que sur son périmètre ? Les valeurs des paramètres vous semblent-elles pertinentes (nombre de fibres par tiroir optique, nombre de tiroirs optiques par RTO, surface d’un RTO, facteur multiplicatif) ?

Les valeurs retenues concernant les RTO et tiroirs paraissent cohérentes au regard de ce qui est observé sur le terrain.

S'agissant des shelters, Bouygues Telecom constate que la surface pour tenir compte de l'espace de circulation autour des RTO est généralement fixée entre 0,8 à 1 m² pour une ferme ou une baie.

Question 13 – Avez-vous des commentaires sur la modélisation proposée concernant les coupleurs ? les valeurs des paramètres vous semblent-elles pertinentes (types de coupleurs installés, surdimensionnement dû à la présence de plusieurs OC)

Comme évoqué en réponse à la question 9, s'il doit bien être pris en compte le fait que des coupleurs soient installés au niveau du PM, compte tenu du caractère point multipoints de l'architecture, il ne doit nullement être pris en compte la présence de plusieurs OC.

Ainsi, Bouygues Telecom estime que le taux de couplage retenu par l'Arcep est surdimensionné, et préconise un taux de couplage uniquement de 1:64, répondant parfaitement aux besoins pour un réseau opéré par un et un seul opérateur.

Comme évoqué précédemment, le nombre de fibre de transport sur le segment NRO-PM doit être adapté en conséquence.

Question 14 – Quelles sont vos observations sur les valeurs de coûts unitaires des types d'actifs retenues dans l'onglet « Coûts unitaires » du module Excel ?

Question 15 – Quelles sont vos observations sur les valeurs de progrès technique et de durée de vie retenues dans l'onglet « Paramètres » du module Excel pour chacune des catégories d'actifs ?

D'après nos premières analyses, les différents paramètres et les coûts unitaires semblent être dans les bons ordres de grandeurs.

Nos premiers éléments d'analyses sont les suivants :

- CAPEX :
 - Nous constatons des coûts similaires, dans le cadre de nos activités de déploiement de fibre pour le raccordement de PM en ZTD ou de client d'affaires/sites mobiles sur la ZTD/ZMD, pour les câbles, pose de câbles et souterrains. A ce jour, nous ne réalisons que très peu de déploiement sur de l'aérien, mais sommes en train de faire des appels d'offres pour ce faire. Nous aurons donc des éléments plus précis sur ces CAPEX début 2020.
 - Nous constatons des coûts inférieurs pour les boîtiers souterrains, et ce d'un facteur 2. Toutefois, les données de coûts dont nous disposons ne précisent pas si cela intègre la préparation des câbles. Nous sommes donc en train d'affiner ce point avant de vous communiquer précisément nos coûts pour ces boîtiers souterrains.
 - Il en va de même pour les coûts relatifs au coupleur, qui sont moins élevés pour Bouygues Telecom. A titre d'exemple, un coupleur 1:64 (qui est installé sous la forme de deux coupleurs 1:32 lesquels sont reliés par un coupleur 1:2, afin de permettre plus de flexibilité dans le temps sur les taux de couplage à utiliser) et son tiroir sont au tarif de 190€, alors qu'avec les coûts du modèle, une telle configuration ressortirait à 240€, et 220€ pour une configuration classique de 1:64
- ECOFIN
 - Certaines durées de vie semblent sous estimées :
 - Concernant les câbles optiques, Bouygues Telecom constate qu'il se dégradent nettement moins vite que les câbles cuivre, leur durée de vie devrait ainsi être portée à plus de 25 ans. Bouygues Telecom partage toutefois le fait que les câbles en aérien ont une durée de vie plus courte que ceux en souterrains. Pourrait donc

- être fixée une durée de vie de 25 ans pour les câbles aériens, et 30 ans pour les câbles souterrains. Le raisonnement est ainsi le même pour les boîtiers.
 - La durée de vie du GC reconstruit en aérien devrait être fixée à au moins 30/35 ans.
 - Concernant les NRO, il s'agit de bâtiments robustes qui vont être utilisés pour de nombreuses années, notamment les NRA d'Orange réutilisé en tant que NRO. Ainsi leur durée de vie devrait être portée à 40 ans au lieu de 25 ans.
 - Les taux de progrès technique retenus par l'Arcep sont positifs, ce qui montre bien une tendance baissière des coûts, reconnus par tous. Bouygues Telecom estime toutefois que l'Arcep pourrait retenir des taux encore plus élevés, notamment pour les boîtiers et épissures, PBO et PM en les portant à plus de 1%
- Paramètres réseau
 - Concernant la taille maximale des PM en ZMD, Bouygues Telecom tient à préciser qu'il existe un nombre non négligeable de PM de 800/900 lignes. Nous sommes en train d'affiner cette liste, que nous pourrions vous communiquer, et vérifier si en moyenne cela conduirait à retenir un niveau supérieur à 400 lignes.
 - Il en est de même pour les PM intérieurs

Question 16 – Les catégories de coût d'exploitation exposées ci-dessus vous paraissent-elles pertinentes ? Le cas échéant, quelles catégories alternatives proposez-vous, et dans ce cas, comment les modélisez-vous ?

Question 17 – Les principes de modélisation des coûts d'exploitation exposés dans la consultation publique d'avril 2017, ou les modifications présentées dans la présente consultation publique vous paraissent-ils pertinents ?

Question 18 – le choix de prendre en compte les coûts de remplacement des actifs défectueux dans les coûts de patrimoine et non dans les coûts d'exploitation vous paraît-il pertinent ? Sinon, quelle modélisation (principes et paramètres) êtes-vous en mesure de proposer pour calculer ces coûts d'exploitation ?

Coût des bâtiments des NRO :

Bouygues Telecom considère que la modélisation des coûts des bâtiments des NRO devrait tenir compte des fortes disparités de coûts au m² existant sur le territoire, notamment entre la ZTD, la zone AMII et la zone d'initiative publique.

En outre, des coûts plus bas sur les zones les moins denses du territoire pourrait, par exemple, inciter un opérateur efficace à déployer plus de NRO dans ces zones. Or, le nombre de NRO a un impact direct sur la longueur moyenne des lignes en transport et en distribution et donc sur les résultats du modèle.

A ce stade, le choix de modélisation de ce poste de coût semble donc trop simplifié et ne reflète pas la réalité terrain.

Coût des systèmes d'information et de commercialisation :

Déjà que le coût des systèmes d'information évalué à 25 millions d'euros annuels étaient démesurés compte tenu des besoins, la proposition de passer à 40 millions n'est pas acceptable.

A titre de comparaison, le coût du système d'information mobile de Bouygues Telecom est évalué à 11 millions d'euros par an. Or, le coût des systèmes d'information fixe, dont les contraintes sont moins complexes que sur mobile, devrait être inférieur à cette valeur pour un opérateur efficace.

Bouygues Telecom souhaite que la valeur soit revue à la baisse par rapport aux 25 millions initialement proposés.

Le raisonnement est le même pour les coûts de commercialisation. En effet, les principaux coûts de commercialisation pour un opérateur de gros est son système d'information. Il n'est ni pertinent ni proportionner d'augmenter à la fois les coûts du système d'information et les coût de de commercialisation

Coût de conception et de planification du réseau :

Bouygues Telecom estime que les coûts de conception et de planification du réseau sont généralement des charges activées qui sont amorties sur la durée des actifs concernés.

Coût d'utilisation du génie civil d'Orange :

Concernant l'annuité de génie civil d'Orange à prendre en compte, Bouygues Telecom précise qu'il ne doit bien s'agir que de celle correspondant au génie civil mobilisable pour le déploiement des boucles locales optiques, soit en exclure la part du réseau générale/autres GC, la pleine terre qui n'est allouée que au cuivre et l'aérien/conduite alloué au cuivre.

L'aérien et la conduite pouvant être eux mobilisables pour les déploiements en fibre optique, seule la quote-part des investissements et du patrimoine de boucle locale aérien/conduite allouée à ces derniers devrait être prise en compte.

Bouygues Telecom partage le choix de prendre en compte les coûts de remplacement des actifs défectueux dans les coûts de patrimoine et non dans les coûts d'exploitation.

Question 19 – Quelles sont vos observations sur les différents paramètres retenus pour la modélisation des coûts d'exploitation dans l'onglet « Paramètres opex » du modèle Excel ?

3 Précisions sur certaines données d'entrée utilisées dans la présente version du modèle

Question 20 – Les acteurs sont invités à faire part de leurs éventuelles observations sur les données d'entées utilisées par la modélisation ?

Au-delà des éléments apportés en réponse aux questions précédentes, Bouygues Telecom n'a pas de remarque à formuler sur les données d'entée utilisées par la modélisation.

4 Résultats du modèle mis en consultation publique

Question 21 – Avez-vous des observations sur les grandeurs présentées ci-dessus ? Le cas échéant, identifiez-vous des valeurs qui pourraient paraître incohérentes ?

Comme évoqué précédemment en réponse aux questions 1 et 4, Bouygues Telecom s'interroge sur l'augmentation significative du nombre de NRO, qui est passé au total de 7510 lors de la version d'avril 2017 à plus de 8700 dans la nouvelle version, dû à une forte augmentation dans la zone RIP, alors que les données dont disposent Bouygues Telecom montre que le volume initial de 7500 NRO est cohérent avec le nombre de NRO qui devrait être déployé sur l'ensemble du territoire. Il semblerait donc qu'il y ait de l'ordre de 1500 NRO modélisés en trop sur la ZMD RIP et AMEL.

Bouygues Telecom rappelle qu'il convient de s'assurer que les NRO sont optimalement choisis pour en minimiser le nombre, et ainsi maximiser leur taille, tout en respectant les contraintes de bilan de liaison optique. Il ne doit pas ici être pris en compte les éventuelles difficultés rencontrées par les uns ou les autres pour réutiliser les infrastructures existantes. Sur cet élément de réseau, comme sur les autres, le principe de base doit être la réutilisation des infrastructures existantes.

Bouygues Telecom continue d'analyser plus finement ces éléments et pourra être amené à compléter ultérieurement sa réponse.

5 Modalités d'utilisation pour la tarification du dégroupage

La fixation de l'encadrement tarifaire des tarifs du dégroupage postérieurement à 2020 est un sujet majeur pour Bouygues Telecom notamment dans le cadre de la transition du cuivre vers la fibre, et l'extinction progressive à venir de la boucle locale cuivre.

Dans ce contexte, Bouygues Telecom se félicite que l'Arcep suive la recommandation n° 2013/466/UE de la Commission européenne et se soit doté d'un outil permettant d'avoir un référentiel supplémentaire au modèle de comptabilité réglementaire descendante d'Orange pour la tarification du dégroupage.

Bouygues Telecom rappelle que le plus important et l'objectif même de la recommandation est de stabiliser le prix du cuivre au niveau actuel, autour de 9,40€/mois, de façon à donner de la visibilité à l'ensemble des opérateurs alternatifs et sécuriser leurs investissements dans le FttH. En effet, toutes hausses des tarifs du cuivre auraient pour conséquences de réduire les capacités d'investissements des opérateurs alternatifs dans le FttH, ainsi que dans la migration du cuivre vers la fibre, tout en augmentant de manière indue celles d'Orange qu'il tirera de sa possession monopolistique d'une infrastructure essentielle.

Les opérateurs investissent massivement pour accélérer leur couverture FttH, et donc leur présence sur l'infrastructure cuivre. Dès lors qu'ils sont présents en FttH, ils arrêtent de commercialiser leurs offres sur la boucle locale cuivre afin d'acquérir leurs clients sur fibre afin de remplir cette infrastructure pour rentabiliser leurs investissements.

La modélisation de l'Arcep du modèle ascendant de la boucle locale optique mutualisée revêt un caractère essentiel dans la tarification à venir de la boucle locale cuivre, en ce qu'il servira à l'Arcep,

en complément du modèle de compatibilité réglementaire de la boucle locale cuivre, à fixer le tarif du dégroupage pour les années à venir, en servant notamment de cible à ne pas dépasser pour le long terme.

Ainsi, entre le modèle de coût réglementaire de la boucle locale cuivre d'Orange, et le modèle ascendant des coûts d'un réseau de boucle locale optique mutualisée, l'Arcep dispose dès lors de tous les leviers nécessaires afin d'assurer la prévisibilité et la stabilité par rapport aux tarifs actuels, de l'ordre de 9,40€/mois, nécessaire aux opérateurs, et plus globalement au marché, dans cette phase de transition du cuivre vers la fibre.

Pour ce faire, Bouygues Telecom préconise notamment de ne retenir que les coûts de la zone privée (ZTD et ZMD privée) comme référence comparable au tarif d'accès à la boucle locale cuivre, de ne pas prendre en compte les coûts du raccordement client final, qui ne sont pas pris en compte dans le tarif du dégroupage et de ne pas introduire de prime de risque supplémentaire à celle déjà présente dans le taux de rémunération du capital.

Question 22 – Quelle est votre opinion sur le périmètre géographique du réseau en fibre optique à retenir pour la tarification du dégroupage : ensemble du territoire national, une sous-zone ? Dans le cas d'une sous-zone, comment la définir ? de façon géographique, avec un plafond de coût par prise exprimé en €/prise ?

Bouygues Telecom rappelle que le réseau cuivre construit historiquement par Orange (France Telecom) l'a été dans une situation de monopole, y compris en tant qu'opérateur commercial. Ainsi, l'amortissement du réseau national s'est fait à l'époque via des tarifs de détails très élevés, les consommateurs n'ayant aucun autre choix. Ceci a permis d'amortir rapidement l'actif et largement désendetter France Telecom à la date de sa privatisation.

Néanmoins, la situation concurrentielle est aujourd'hui totalement différente, et il convient donc de la prendre en compte dans la définition des tarifs d'accès à la boucle locale cuivre, via l'utilisation d'un modèle ascendant de la BLOM.

En effet, le niveau de prix du marché et attendu aujourd'hui par les clients ne permettent pas de reproduire cette approche. Par conséquent, une part plus importante du territoire nécessite une intervention publique afin d'apporter la couverture du réseau FttH, et c'est bien le cas des zones RIP qui représentent 16,4 millions de lignes, soit 44% du total. Sur ces zones, les opérateurs alternatifs connaissent sur la fibre globalement les mêmes coûts d'achat que sur les zones moins denses d'initiatives privées.

Par ailleurs, dans cette phase extrêmement importante d'investissement dans le FttH et de concurrence accrue, tant sur le DSL que sur le FttH, les acteurs ont besoin de stabilité sur les tarifs du cuivre. Inclure dans les coûts, ceux d'une zone sur laquelle les opérateurs privés ne déploient pas spontanément (ZMD-publique) ne permettraient pas d'assurer cette nécessaire stabilité.

Compte tenu de ces éléments, Bouygues Telecom estime donc pertinent et raisonnable de ne retenir que les coûts de la zone privée (ZTD et ZMD privée) comme référence comparable au tarif d'accès à la boucle locale cuivre.

Au demeurant, si l'Arcep estime que l'objectif du modèle est d'envoyer un signal « construire ou acheter », ce que Bouygues Telecom réfute (cf. supra), les opérateurs ne pouvant construire seule dans la ZMD publique, le bon périmètre à prendre en compte est celui de la zone privée.

Question 23 – Quelle est votre estimation du coût moyen de raccordement final selon les différentes zones (ZTD, ZMD-privée et ZMD-publique) ? Comment proposeriez-vous de le modéliser ?

Question 24 – L'Autorité devrait-elle selon vous inclure le coût du raccordement final de la fibre pour servir de référence à une tarification de la paire de cuivre en actif moderne efficace ? Expliquez votre raisonnement. Si oui, devrait-elle l'inclure en totalité ou partiellement, et sur quelles bases ? Que pensez-vous de la fourchette [60-80%] retenue dans la décision n° 2017-1570

Bouygues Telecom n'estime pas pertinent de prendre en compte le coût du câblage client final de la fibre comme référence à une tarification de la paire de cuivre, modulo certains ajustements.

En effet, Bouygues Telecom rappelle qu'Orange n'a pas investi dans les câblages clients finaux (du PC jusque chez le client) construits après 1974, la charge revenant aux propriétaires (parfois pris en compte dans le cadre du Service Universel, donc d'ores et déjà financé), il en est uniquement responsable de la maintenance. Pour les autres câblages clients finaux, ils sont plus que largement amortis.

Par ailleurs, Bouygues Telecom rappelle qu'aujourd'hui, une partie des éventuels coûts résiduels liés aux câblages client finaux sont recouverts par les frais d'accès au service et les frais de résiliation facturés par Orange sur le cuivre.

Si d'aventure l'Arcep souhaitait intégrer les coûts de câblages clients finaux dans son modèle, Bouygues Telecom souhaite que les opérateurs soient consultés sur les modalités que l'Arcep serait amené à prendre pour les inclure.

Question 25 – Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les modalités de calcul de l'annuité envisagées dans cette section 6.3

Sur la méthode d'annualisation des investissements

Bouygues Telecom estime que la méthode d'annualisation des coûts d'investissements qui doit être mise en œuvre par l'Arcep doit avoir comme objectif de produire un signal de coût stable, ce qui est le propre des annuités économiques.

De ce point de vue, la méthode des coûts de remplacement en filière semble pertinente, notamment en considérant que le réseau est construit instantanément et que le remplissage de ce dernier est immédiat.

Toutefois, Bouygues Telecom rappelle que l'objectif du modèle ne doit pas être d'envoyer un signal de « construire ou acheter », qui existe par ailleurs, mais bien de s'assurer d'un strict recouvrement des coûts. L'opérateur ne doit pas bénéficier d'une rente induite.

L'Arcep en 2000 avait utilisé la méthode des coûts de remplacement filière dans le cadre de la tarification du dégroupage, pour finalement, en 2005 choisir la méthode des coûts courants économiques.

Les éléments prépondérants dans les deux méthodes sont, d'une part, la durée de vie des actifs, et, d'autre part, leur progrès technique. Celui qui vient créer une différence de résultats à terme entre les deux méthodes est la durée de vie. Bouygues Telecom estime ainsi essentielle que pour ne pas créer trop de distorsion entre les deux méthodes, il est nécessaire que la durée de vie de chaque actif corresponde le plus possible à sa durée de vie économique. Comme détaillé en réponse à la question 15, Bouygues Telecom estime que les durées de vie retenues par l'Autorité dans son modèle sont trop courtes pour certains actifs.

Sur le taux de rémunération du capital

Comme déjà développé à de nombreuses reprises lors de consultations précédentes, Bouygues Telecom n'estime ni pertinent, ni proportionné qu'une prime de risque supplémentaire au taux de risque déjà pris en compte dans le calcul du taux de rémunération du capital soit prise en compte.

Cela est d'autant plus vrai dans la présente modélisation qui porte sur un opérateur hypothétique efficace, seul déployeur en monopole, sur le territoire nationale, ne faisant face à aucun risque d'investissement supplémentaire.

Ainsi, le seul taux de rémunération du capital qui doit être utilisé est celui applicable aux prestations régulées d'Orange, sans prime de risque complémentaire.

Bouygues Telecom accueille favorablement la solution retenue par l'Arcep lors de l'encadrement tarifaire du dégroupage pour la période 2018-2020 de ne pas ajouter une prime de risque à celle déjà présente dans le WACC et ne peut que l'encourager à faire de même pour le prochain encadrement tarifaire.

Sur l'annuité à retenir

L'objectif pour Bouygues Telecom est d'assurer une stabilité du tarif sur la période.

Ainsi, la proposition qui semble la plus pertinente et la plus raisonnable est de prendre une annuité constante sur la période 2021-2023, définie comme une moyenne des annuités calculées par le modèle pour les années 2021, 2022 et 2023.

Question 26 – Les acteurs sont invités à s'exprimer, s'ils le souhaitent, sur tout autre sujet qu'ils estiment pertinent dans le cadre de cette consultation publique

Aucun commentaire.